

*Administration financière—Loi*

Selon l'actuel ministre des Finances (M. Chrétien) comme on peut voir à la page 2 de l'édition de 1978-1979 de la brochure «Où va l'argent de vos impôts» les dépenses globales prévues sont de 44,450 millions de dollars en 1977-1978. Cela représente donc une augmentation de 8.2 p. 100 par rapport à l'ensemble des dépenses de 1976-1977. Je vous fais également remarquer, monsieur, que c'est également 2,550 millions de dollars de plus que ne l'avait prévu son prédécesseur, ce qui donne un déficit global de quelque 9,710 millions de dollars pour desservir une population canadienne atteignant les 23 millions de personnes.

Ces chiffres sont effarants. Cependant, ces gens qui siègent à votre droite, monsieur l'Orateur, ont le front d'appeler cela de l'austérité. On prêche ce genre d'austérité, d'après Charles Lynch, comme on peut le lire dans la *Gazette* du 23 février, depuis cinq ans, alors on n'a pas à se demander à qui imputer la faute. Nous savons maintenant pourquoi le vérificateur général a déclaré dans son rapport de 1976 qu'il s'inquiétait sérieusement de ce que le Parlement, et en fait, le gouvernement ait perdu le contrôle réel des deniers publics.

Que voyons-nous à la page 1 du sommaire des prévisions budgétaires de 1977-1978? Selon le ministre des Finances; pour l'année financière 1978-1979, le plafond visé pour l'ensemble des dépenses est de l'ordre de 48,800 millions de dollars. Cela représenterait, nous dit-il, une augmentation de 9.8 p. 100 par rapport aux dépenses globales prévues de 44,450 millions pour 1977-1978. Étant donné leur ordre de grandeur, monsieur l'Orateur, étant donné leur importance, et pour bien démontrer mon point, je veux récapituler ces chiffres. Le gouvernement actuel dirigé par le premier ministre actuel a été élu en 1968, il y a dix ans. La publication «Où va l'argent de vos impôts» de cette année-là donne une liste des sommes dépensées pour les Canadiens par le gouvernement fédéral et le total s'élève à 9,872 millions de dollars. On nous dit maintenant, au bout de dix ans, qu'il en coûtera au total 48,800 millions de dollars, ou en chiffres ronds, 39 milliards de dollars de plus, pour répondre aux besoins de trois autres millions canadiens. Faut-il s'étonner, monsieur l'Orateur qu'il y ait tant de chômage? Faut-il s'étonner de cette terrible inflation, sans compter la dévaluation du dollar?

L'insécurité financière qu'a engendrée la mauvaise gestion du gouvernement a également entraîné une hausse de la criminalité, de la toxicomanie, des mauvais traitements infligés aux enfants, de la violence et de la perversion sexuelle. Le problème a pris des proportions alarmantes. Et comme si cela ne suffisait pas, nous lisons chaque semaine des manchettes où il est question de scandales dans les affaires publiques. Qui, dès lors, s'étonnera que notre pays ait à faire face à la pire crise de l'unité nationale en 110 ans d'histoire? Ce qui est remarquable, c'est qu'il n'y ait que le Québec qui veuille quitter la Confédération.

Il faut s'interroger sur les causes de cette tragédie nationale puisque notre pays est le deuxième pour la superficie et nous sommes les premiers en fait de richesses naturelles. Nous disposons de ressources incalculables en eau douce, en minéraux, en forêts et en terres arables sans compter les ressources inexploitées de trois océans. Et notre frontière méridionale est protégée par un voisin puissant et amical. L'avenir est sombre, mais tout espoir n'est pas perdu.

[M. Crouse.]

Les porte-parole du gouvernement actuel ne cessent de répéter que nos problèmes sont dus essentiellement à la situation mondiale et qu'il n'existe pas de remède. C'est faux. Nous sommes pratiquement maîtres de notre avenir et de notre sort à condition que nos dirigeants aient le courage de jouer le rôle. Le Canada et les Canadiens peuvent surmonter ces difficultés à condition de regarder la réalité en face. Peut-être que la voie vers le renouveau national sera longue et difficile, mais cette route est déjà fort bien jalonnée.

Avant que le gouvernement puisse espérer mériter le respect, il lui faudra se purifier lui-même et susciter le respect tant politique qu'économique et faire valoir sa conception du service public. Les membres du gouvernement doivent se convaincre eux-mêmes et convaincre le pays que l'unité du Canada est une chose possible et valable. Les partisans du gouvernement, dont certains ont refusé de se lever à la Chambre quand j'ai entonné le *God Save the Queen* lors du Jubilé d'argent de la souveraine, devraient savoir que le patriotisme n'est pas un mot désuet ni ridicule.

Le gouvernement doit comprendre et reconnaître que de nouveaux emprunts ne lui permettront pas de se tirer d'affaire. Des dépenses supplémentaires ne peuvent remédier à l'inflation. Si nous accroissons la masse monétaire à seule fin de subventionner ce qui, dans certains cas, sont des projets futiles, nous aggraverons l'inflation et le chômage sans accomplir rien de plus. Le gouvernement doit se rendre compte qu'il ne réussira à garder le pays uni qu'en favorisant la bonne entente parmi la population et non en provoquant des affrontements, en faisant de l'esprit, en proférant des menaces, en faisant des simagrées et en adoptant des mesures coercitives. Tout manque de respect en haut lieu ne peut qu'engendrer le mépris, le mécontentement et la désunion. Voilà en partie les raisons pour lesquelles nous avons besoin d'un contrôleur général au Canada. Nos problèmes sont avant tout d'ordre économique; pourtant, le gouvernement essaie d'en faire des problèmes d'ordre culturel et linguistique.

● (1742)

Je prétends, monsieur l'Orateur, qu'il faut être insensé pour songer à démembrement notre pays seulement pour une question de langue ou de culture. Il faut faire comprendre au premier ministre et à M. Lévesque, qui sont tous les deux de la même race, en leur rappelant les exemples tragiques que nous offrent l'Irlande, le Vietnam et l'Afrique, que l'on ne peut imposer une culture, une langue ou une religion par la voie législative ni même par la force des armes, comme l'a laissé entendre le premier ministre, mais que l'on ne peut y arriver qu'en donnant aux citoyens l'envie de travailler ensemble et de faire preuve de tolérance et de respect les uns envers les autres.

Le premier ministre et M. Lévesque devraient savoir qu'il y a des questions plus importantes et plus profitables sur le plan humain, non seulement au Canada mais dans tous les pays du monde, que la fierté linguistique et l'ardeur émotive reliée aux questions d'origine raciales. Ces deux hommes devraient savoir qu'il y a amplement de possibilités et de place pour tout le monde au Canada, sauf, monsieur l'Orateur, pour ceux qui font preuve de chauvinisme politique.

Sur la scène internationale, les prévisions concernant l'avenir du Canada ne sont pas très optimistes, de sorte que le monde a perdu confiance en l'avenir de notre pays. Aujourd'hui, notre dollar ne vaut plus qu'environ 88c. par rapport au